

la Manche

à gauche

L'hebdo de la Fédération du PCF - numéro spécial inter-entreprises

«Essayez donc d'oublier la lutte des classes quand vous êtes à l'usine : le patron, lui, ne l'oublie pas»

Robert LINHART

Oui à la solidarité interprofessionnelle !



L'exceptionnelle unité syndicale des derniers mois a permis de remettre en centre du débat la question du travail. Le passage en force de Macron sur le sujet des retraites donne déjà lieu à des répliques qui montrent le niveau de rejet de son camp. Ainsi le vote d'une loi lors de la niche parlementaire du groupe communiste, empêchant le démembrement d'EDF. C'est un appui stratégique pour aller encore plus loin dans la reconquête de la souveraineté énergétique.

Les batailles pour de meilleurs salaires pour faire face à l'inflation sont le reflet d'une période où l'in-

décence actionnariale n'est plus supportée. Exemple est à cet égard a été la lutte menée par les salariés de Naval Group. Nous remercions le syndicat CGT d'avoir accepté de répondre à une ITV pour notre premier numéro de MAG inter-entreprises.

Les diversions du gouvernement se multiplient pour ne pas avoir à répondre à l'urgence de démocratie sociale. Préférant un climat où on désigne des boucs émissaires, l'étranger, le chômeur, le jeune... les capitalistes mettent tout en œuvre pour éviter le débat de la justice fiscale et de la justice sociale.

Défendues quoiqu'il en coûte par un président qu'elles enrichiront à la fin de la mandat en l'invitant à donner des conférences, les instances financières dictent le programme économique. C'est un agenda libéral dont le modèle est celui de Mme Thatcher.

A travers des solidarités professionnelles, à travers des initiatives politiques et syndicales, à travers les luttes dans les entreprises comme

dans les manifestations de rue, tout doit être mis en œuvre pour ne pas payer l'addition d'une politique aussi brutale et injuste. Et pour qu'émerge une alternative sociale, solidaire et écologique.

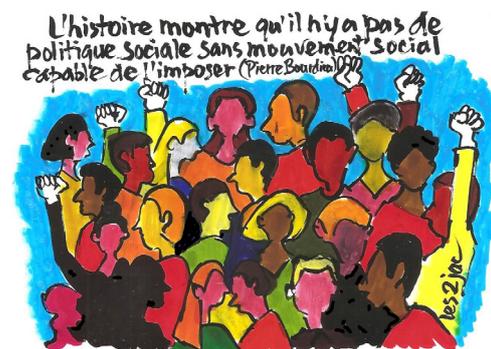
Notre bulletin mensuel se présente donc comme une volonté collective de contribuer au débat pour que la lutte des classes bénéficie à nouveau au monde du travail.

Bonne lecture.

Nadège Plaineau

Secrétaire départementale du PCF

Le dessin de la semaine



point sur la SITUATION SOCIALE à NAVAL GROUP Interview d'Arnaud Gaudin



L'actualité c'est évidemment la bataille contre la réforme des Retraites pour laquelle vous avez organisé un rassemblement devant la permanence du député S.Travers le 23 mars. Où en sommes nous après la convocation du secrétaire de votre syndicat, Vincent Hurel et d'un autre syndicaliste de la CGT

Nous avons connaissance de 4 ca-

marades qui ont reçu un papier de la gendarmerie. 3 Naval Group et 1 EDF tous CGT. Les auditions ont toutes été reportées à une «date ultérieure». Nous verrons si une suite sérieuse est donnée à cette affaire. Quoi qu'il en soit, les soutiens étaient prévus en nombre pour se rassembler devant la gendarmerie au moment de l'audition. Ils répondront de nouveau présent si la décision est prise de poursuivre cette démarche d'intimidation.

Lors des négociations salariales annuelles, les organisations syndicales du site de Cherbourg ont mené une bagarre bien suivie. Peux-tu nous rappeler les étapes de cette mobilisation et les avancées obtenues ?

Naval Group : une NAO historique dans un contexte inédit !

Traditionnellement les Négociations Annuelles Obligatoires se déroulent en fin d'année à Naval group et c'est le 16 novembre qu'elles se sont ouvertes à Paris par l'observatoire des rémunérations. Ce qui est moins traditionnel c'est le contexte dans lequel elles se sont ouvertes. En effet trois éléments sont à prendre en compte.

Le premier : la CGT est, depuis le 18 octobre dernier, première organisation syndicale à Naval group

Le second : l'inflation est incontrôlable et connaît des sommets rarement atteints !

Le troisième : de très nombreux groupes ont anticipé et réouvert des négociations en 2022 sur le volet salaire.

A Naval Group, les négociations 2022 avaient été complexes dans un climat social très tendu. Malheureusement, une majorité représentative avait accompagné les propositions de la direction en apposant leurs signatures...

Pour les NAO 2023, chacune des Organisations Syndicales Représentatives est venue avec son cahier revendicatif et ça c'est « traditionnel ». Ce qui devient historique c'est la construction d'un cahier revendicatif commun aux 4 OS et de le porter en intersyndicale !

Depuis le jeudi 8 décembre, les rassemblements se sont multipliés dans la quasi-totalité des sites de Naval Group en France. Ce sont plusieurs milliers de personnels qui ont exprimé leur mécontentement 8 jours durant ! La direction n'a eu d'autre choix que de sortir de son mutisme, de tendre l'oreille et de revoir sa copie. Là aussi c'est historique que la direction de Naval Group revienne, le 16 décembre, vers les OS après avoir fait sa « dernière proposition » accompagné d'un chantage au PV de désaccord avec des mesures salariales au niveau des racines des pâquerettes.

Cette dernière proposition de « bon niveau » sans pour autant être de « haut niveau ». Toutefois, dans l'histoire des NAO de Naval Group c'est probablement le niveau le plus haut que les salariés n'ont jamais connu !

Historique aussi c'est la signature des 4 organisations syndicales représentatives sur cet accord, qui garantit une augmentation générale (annuelle brut) de 2300€ pour les OETAM et 2040€ pour les IC. Mais aussi 1500€ sous forme de primes et un budget de « mesures individuelles » moins chère à la CGT puisqu'à la main du patron, ou plutôt à la tête du client... C'est pareil ! Ces mesures individuelles représentent 0,5% pour les OETAM et 3% pour les IC.

Ces NAO auront fait la démonstration que la CGT est capable de mener la barre d'une intersyndicale en faisant preuve de compromis aussi bien au sein de l'intersyndicale qu'autour des négociations. Une CGT qui a su maintenir le cap dans le seul intérêt des personnels.

Gageons que l'essai sera transformé et que l'année prochaine l'accord sera historique car de « haut niveau ».

La CGT est majoritaire sur le site de Cherbourg comme au niveau national. Quels sont les enjeux industriels les plus importants des prochaines années ? Quels sont les objectifs et les sujets en lien avec la vie de l'entreprise sur lequel le CSE envisage de travailler ?

Après avoir gagné les élections CSE à Cherbourg et nationalement, le syndicat et ses militants continuent « tout simplement » de défendre les valeurs de la CGT.

En prônant une industrie au service de la paix qui construit des navires afin de préserver notre souveraineté. En combattant l'industrie de la guerre qui veut faire de l'exportation d'armes sa priorité et ce quel que soit le client !

En signant les accords uniquement s'ils apportent du progrès social aux personnels !

En mettant l'accent sur l'éradication des maladies professionnelles dont trop de personnels souffrent et meurent toujours aujourd'hui et très souvent dans l'indifférence générale !

Dans une meilleure ambiance, en permettant l'accès aux loisirs et aux vacances pour tous, notamment les moins aisés via le CSE.

Enfin le sujet du salaire socialisé est au cœur de nos préoccupations. Depuis plusieurs années nous revendiquons seul, un 13ème mois pour tous. Bien loin des primes pour lesquelles la solidarité n'est pas de mise, ce que réclame la CGT de Naval Group, c'est bien un 13ème salaire qui profitera directement aux personnels et qui contribuera aussi à

notre système de protection sociale grâce aux cotisations générées.

Les enjeux industriels des prochaines années sont nos programmes nationaux. Notamment la fabrication des futurs sous-marins lanceurs d'engins de troisième génération. Nous militons pour réinternaliser tout le travail qu'il soit technique : pour maîtriser le mieux possible de nos fabrications et éviter les dérives. Ou moins technique comme par exemple le gardiennage et le nettoyage du site. En effet, si la sous-traitance de ces activités essentielles au fonctionnement de l'entreprise paraît normale pour nos dirigeants. Ce n'est de l'avis de la CGT, ces personnels, parfois en sous-traitance de rang 2 sont sous payés et subissent des conditions de travail désastreuses. Ce sont pourtant ces mêmes « premiers de corvées » qui étaient indispensables pendant la crise sanitaire. Ils devraient avoir un bleu Naval Group sur le dos eux aussi !

Pour ce qui est du côté technique : Les enjeux importants seront de réussir à défendre et à améliorer les conditions de travail en face de dirigeants qui cherchent à faire des bateaux toujours plus gros, toujours plus vite, dans le moins d'espace possible...

Il y a un fossé entre les nouvelles méthodes (théoriques) de travail imposées par des directions trop souvent déconnectées la réalité du terrain vécue par les personnels. C'est une lutte de tous les jours pour faire entendre la voix des personnels. Il faut parfois insister de long mois avant qu'une direction renonce à des décisions hors sol ou à faire appliquer des idées très concrètes qui viennent du terrain.



Les députés protègent EDF du démantèlement



« Victoire. Quand il n'y a pas 49.3 et qu'on vote, on fait avancer les sujets concrets contre les macronistes », s'est félicité le député communiste Sébastien Jumel jeudi soir. Sa proposition de loi contre le démantèlement d'EDF et pour les tarifs réglementés d'électricité pour les artisans vient alors d'être adoptée, par 127 voix pour, 89 contre.

Déjà voté en première lecture par les députés lors de la niche socialiste en février, puis accepté dans une version amendée au Sénat, ce texte « visant à protéger le groupe EDF d'un démantèlement » a connu ce jeudi une étape décisive. Pour cela, la navette parlementaire doit désormais retourner au Sénat, où la gauche a bon espoir de le voir définitivement adopté.

« Pour la première fois dans l'histoire une loi serait intégralement adoptée contre l'avis du gouvernement, après passages au Sénat et à

Contre l'avis du gouvernement, l'Assemblée nationale a adopté jeudi en deuxième lecture un texte, porté par la gauche, pour « protéger EDF d'un démantèlement », qui entend aussi élargir le nombre d'entreprises et collectivités bénéficiaires de tarifs réglementés de l'électricité.

l'Assemblée », revendique le député PS Philippe Brun, corapporteur du texte. « C'est un projet efficace, pragmatique, concret, vante Sébastien Jumel, également corapporteur. Nous aurions pu aller plus loin si nous avions voulu mais nous voulions envoyer un message fort : EDF représente l'intérêt supérieur de la nation. »

Cette proposition de loi vise également à restaurer un tarif réglementé pour les petites et les moyennes entreprises, étranglées par la hausse des prix de l'énergie depuis un an. « Il faut empêcher la vente à la découpe d'EDF. L'énergie n'est pas une marchandise comme une autre, c'est un bien commun », insiste Sébastien Jumel. Les députés LR ont eux aussi soutenu le texte, l'élu du Bas-Rhin Patrick Hetzel voyant dans une potentielle dislocation de ce joyau national « une pure folie contraire à l'intérêt des Français ». À l'entendre, « EDF est sous la menace d'un démantèlement qui aurait des conséquences difficiles. Macron cherche à privatiser les activités les plus rentables d'EDF. Cela reviendrait à socialiser les pertes et privatiser les profits ».

Des boulangers venus en soutien

La flambée des prix de l'énergie pour les commerçants, artisans et petites ou moyennes entreprises a occupé une part essentielle des discussions.

Certains boulangers artisanaux, menacés, avaient fait le déplacement à l'Assemblée, offrant croissants et pains au chocolat aux députés en amont des débats pour les alerter sur leur situation. « Je regrette l'abandon de notre souveraineté énergétique, a tonné Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF, à la tribune. Notre pays n'est plus capable de garantir des prix bas pour l'ensemble de nos entreprises, de nos collectivités et des ménages. » Le député du Nord y voit « le fruit de vingt ans de libéralisme et de concurrence libre et non faussée ». Il s'agit d'y mettre un terme. Les communistes, « tout au long de leur histoire, ont toujours été au rendez-vous » pour défendre l'accès à une « électricité la moins chère et la plus décarbonée d'Europe », a-t-il rappelé.

Le gouvernement, par la voix du ministre de l'Industrie, Roland Lescure, a dénoncé « une politique de la terre brûlée ». « Vous vous battez contre des chimères », a-t-il déclaré en direction des corapporteurs PCF et PS. Lesquels n'ont pas manqué, toute la journée, de rappeler l'héritage du ministre communiste Marcel Paul qui, en 1946, avait su créer un large rassemblement allant des communistes aux gaullistes, pour donner naissance et nationaliser EDF-GDF.

Marceau Taburet

Article publié le vendredi 5 mai 2023

La PÉTITION à SIGNER et DIFFUSER

Depuis 1999, l'Union européenne et les gouvernements imposent au secteur public de l'énergie une libéralisation à marche forcée. Démantèlement d'EDF-GDF, ouverture à la concurrence, le sacro-saint marché devait provoquer une baisse des prix pour les usagers.

Pour quel bilan trente ans plus tard ? Les tarifs de l'électricité ont augmenté de près de 100% depuis l'ouverture à la concurrence entraînant une inflation généralisée des produits du quotidien.

La France est un îlot de production d'électricité pilotable et décarbonée. Sortir des logiques concurrentielles, reconnecter les prix de l'électricité au système de production français et déterminer les tarifs réglementés de vente sur la base des coûts de production d'EDF, c'est la solution de bon sens pour des factures maîtrisées.

Revenir à un véritable service public, sortir du marché, c'est la garantie de factures moins chères !



Pour signer la pétition rendez-vous en ligne à l'adresse :

energie-publique.fr
ou bien via le QR code ci-dessus

PROGRAMME

10H00

Ouverture de la fête de l'Humanité Manche

Édition 2023

10H30

Débat sur le développement des centres de santé

Garantir le droit à la santé, le Cotentin une inspiration pour la Manche ?

12H00

Inauguration de la fête

14H00

Débat sur le droit à l'énergie

L'électricité et le gaz, des produits de première nécessité ou de luxe ?

15H30

Théâtre poétique : L'après c'est maintenant

Troupe de Slam Va Bien

16H00

Débat d'actualité sociale sur les retraites

La lutte pour nos retraites, un engagement pour une alternative sociale et politique.



gratuit pour les - de 12 ans



LA FÊTE DE l'Humanité Manche

20 mai 2023

Espace culturel de l'Agora
Cherbourg-en-Cotentin

CONCERTS

18H00

LES MINEURS (78)

Duo de chanson française

20H30

PATCHEK (50)

Reggae

22H00

RUST HEAD (50)

Rock

23H30

MINH [MAY] (50)

Rock'n Electro

Entrez dans l'action avec le PCF

- Je souhaite recevoir chaque semaine ce bulletin
- Je participe aux actions de la NUPES avec les communistes
- J'adhère au PCF

Nom & prénom : _____

Téléphone : _____

Adresse postale : _____



la **Manche**
a gauche

Une publication éditée
chaque jeudi par le



Abonnement gratuit par mail :
pcf50@orange.fr